

La GRIFFE

Hebdomadaire Satirique Nigérien Site : lagriffe-niger.com - N°839 du 10 Mars 2025 - Prix 300FCFA

Quand le Niger se fait gruger dans la gestion de son propre pétrole...

Les Nigériens ont été abasourdis après l'entretien accordé par le Ministre du pétrole, Dr Sahabi Oumarou, à la télévision nationale "Télé Sahel" dans le cadre des interviews-bilans des membres du gouvernement. Au regard des informations fournies par ce ministre, le Niger est tout simplement grugé dans la gestion de son pétrole.



Visite de travail du président John Dramani Mahamani Mahama à Niamey

Rétablir la confiance entre la CEDEAO et l'AES

Pourquoi la CEDEAO insiste-t-elle à faire revenir les pays de l'AES dans son giron ?

Hier dimanche 09 mars 2025, le nouveau président élu du Ghana John Dramani Mahama a effectué une visite au Niger où il s'est entretenu avec son homologue Abdourahamane Tiani. Cette visite s'inscrit dans une tournée qu'il a entamée depuis samedi au niveau des trois pays de la Confédération de l'Alliance des Etats du Sahel (AES). C'est ainsi qu'avant Niamey, il était à Bamako au Mali et sera ce lundi à Ouagadougou (Burkina Faso). Même s'il affirme évoquer les relations de coopération qui lient chacun des trois Etats à son pays, le président ghanéen est dans une mission consistant à convaincre les pays de l'AES à retourner dans la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qu'ils ont officiellement quittée en janvier 2024. Cette mission du président ghanéen est loin d'être sa seule initiative personnelle. Elle est menée à la demande de la CEDEAO elle-même. Quelques jours seulement avant de l'entamer, John Dramani Mahama était à Abidjan où il a rencontré le président ivoirien Alassane Dramane Ouattara, un des ténors de cette CEDEAO, qui l'a encouragé à convaincre le Burkina Faso, le Mali et le Niger à renoncer à leur décision de quitter la CEDEAO. Lui-même Alassane Ouattara est

régulièrement en France ou en contact avec les dirigeants de ce pays. Or, une des raisons qui ont poussé les trois pays de l'AES à claquer les portes de la CEDEAO est que cette organisation est à la solde de certaines puissances étrangères, dont la France. Cette insistance de la CEDEAO à maintenir les trois pays dans son giron peut donc procéder d'une stratégie de la même France de reconquérir les trois pays, qu'elle a tous colonisés, qui ont décidé de s'émanciper d'elle et de jouir de leurs importantes ressources naturelles et minières. Sinon, que perdrait la CEDEAO que les trois pays s'en aillent, surtout qu'ils ont décidé de considérer ses citoyens comme leurs propres citoyens et de continuer à entretenir des liens de coopération avec ses Etats membres ? On rappelle qu'avant le ghanéen John Dramani Mahama, c'est le sénégalais Diomaye Faye qui a été mandaté pour faire revenir les pays de l'AES à la CEDEAO. Il n'a rencontré que les présidents du Burkina Faso Ibrahim Traoré et du Mali Assimi Goita, avant probablement de jeter l'éponge. On attend de voir si le ghanéen a une baguette magique pour réussir là où son jeune frère sénégalais a échoué.

Moussa Douka

Numéros utiles

FAN : 4040 GENDARMERIE : 4000 POLICE : 8383 GARDE NATIONALE : 280

Politisation à outrance de la Chefferie traditionnelle au Niger

Un autre nœud gordien sur la feuille de route de la Refondation

Même si les débats et les recommandations qui en sont issues des assises nationales n'ont pas explicitement ressassé les maux qui assaillent l'organisation des élections et la gestion de la chefferie traditionnelle au Niger, le choix du Président de ces assises n'est pas du tout fortuit.

En effet, nombreux sont les Nigériens qui pensent, à juste titre, que ladésignation de l'honorable Dr Mamoudou Harouna Djingarey, chef de canton de Sinder, laisse croire que la chefferie traditionnelle nigérienne occupe encore une place prépondérante dans la gestion des communautés nigériennes. Nous avons, à maintes reprises, dans les colonnes de ce journal fait cas des dérapages et insuffisances qui caractérisent les élections des chefs traditionnels au Niger. Il est un truisme de le rappeler, ces dernières années, notamment avec l'avènement du multipartisme démocratique, les choses se sont davantage dégradées. "Presque toutes les élections de nouveaux sultans, chefs de cantons, de villages et même de quartiers ont été marquées par des vives tensions entre les communautés au Niger.

Aux différents niveaux, des composantes importantes de populations ont contesté les con-

ditions du choix de leur nouveau sultan, chef de canton, de village ou de quartier. Même si la plupart des candidats contestés ont réussi à se faire investir, ils ont cette gêne morale d'avoir perdu une partie de leurs administrés avec lesquels ils vont désormais se regarder en chiens de faïence", avions-nous écrit dans une nos récentes publications.

Avant la prise de pouvoir par les militaires, suite au coup d'Etat du 26 juillet 2023, la classe politique a infiltré outrageusement l'organisation, l'élection et la gestion de la chefferie traditionnelle au Niger. Pour preuve, aujourd'hui, il suffit tout simplement d'être riche et/ou d'avoir une assise politique pour se porter candidat, se faire élire chef de groupement, chef de village ou de canton, parfois même si on n'est pas ayant-droit.

Conséquence : le tissu social se déchire, la cohésion sociale qui un des piliers sur lesquels la Refondation veut s'appuyer, pour parvenir à un meilleur et profond changement de mentalité et de comportement, risque d'être un simple mirage.

Aujourd'hui, Dieu seul sait, le nombre de cas conflictuels qui sont enregistrés dans le cadre des élections ou des désignations des chefs

traditionnels au Niger. Au nombre des cas flagrants les plus décriés, on peut, entre autres, citer : l'élection du chef de canton de Birni N'Garoré, très contestée à l'époque par un groupe d'héritiers qui se disent légitimes ; à Koygolo, toujours dans la région de Dosso, c'est un riche opérateur économique qui a ravi la vedette en faisant élire son propre oncle, malgré les fortes protestations de ses adversaires.

Aujourd'hui, ce chef contesté, a de sérieuses difficultés à occuper le palais royal ou entretenir de bons rapports avec les populations du village de Koygolo censées être ses administrées. Un autre cas atypique, c'est celui du chef de canton de Simiri, département de Ouallam, qui, élu en 2017, a été purement et simplement destitué et remplacé par un militant politique en 2018. Quel péché a-t-il commis ? Selon certains témoignages, il serait un militant d'un parti politique de l'opposition.

Les cas sont nombreux, et au vu de ces innombrables injustices, la Refondation en cours doit revoir les conditions d'éligibilité des candidats à la Chefferie tradition. Corriger les frustrations pour ne légitimer que les véritables méritants, les ayants-droits.

Maidawa Tchiwaké

Face à certains discours religieux extrémistes

Il urge que l'Etat prenne ses responsabilités

Ces derniers temps, on assiste à certains discours religieux extrémistes auxquels le Niger n'est pas du tout habitué. Ces discours, tenus par certains marabouts, tendent à attaquer des personnes d'autres confessions religieuses. Une ministre de l'actuel gouvernement en a été victime, sous prétexte qu'elle aurait initié certaines réformes qui serait en contradiction avec l'Islam. Dans un passé encore récent, toutes les questions litigieuses sur les religions sont discutées dans un cadre de concertation au Niger. Et, toutes les fois que cela est arrivé, des solutions ont été trouvées sans tambour ni trompette. A part le malheureux incident survenu suite aux déclarations de l'ancien Président Issoufou Mahamadou lors de sa participation en France à la manifestation de soutien au journal blasphématoire "Charlie Hebdo", les Nigériens de toutes les confessions religieuses ont appris à vivre ensemble, chacun respectant la religion de l'autre. Pourquoi donc cette montée brusque de ces discours religieux extrémistes tendant à bannir l'autre ? Cela est sans doute la conséquence de l'arrivée, ces dernières années, de beaucoup des courants religieux dans les pays du Sahel, dont certains semblent faire corps avec certains groupes terroristes qui, au nom de la religion, endeuillent beaucoup des pays de cet espace géographique dont le Niger. A les observer de près, ces courants religieux sont soutenus et entretenus par des Organisations non gouvernementales (ONG) des pays du Golfe qui se sont facilement introduites dans nos pays à travers des actions d'assistance humanitaire.

Dans des pays comme le Nigeria où le phénomène a duré de nombreuses années, il existe plusieurs chefs religieux qui ont réussi à constituer des foules des partisans qui leur vouent une telle vénération que s'ils leur demandent de se jeter dans le feu ils n'hésiteront pas à le faire. Leur discours est essentiellement basé sur le rejet total du non-musulman et même du musulman qui ne partage pas leur idéologie. On a en mémoire toutes les scènes de violences que de nombreux Etats nordistes de Nigeria ont connu du fait des actions de ces mouvements religieux. Il est donc urgent que l'Etat du Niger prenne ses responsabilités en rappelant aux uns et aux autres les limites à ne pas franchir dans le libre exercice de

leur religion. L'Islam est par essence une religion de paix et de tolérance et le Prophète Mohammed (PSL), par qui elle est venue, l'a démontré tout au long de sa prophétie. Il a cohabité même avec ses pires ennemis dont certains ont fini par se convertir en Islam du fait de la bonne humeur qu'il leur offrait même quand eux l'offensait. En outre, c'est individuellement que chaque humain répondra devant Dieu sur sa pratique religieuse pour que quelqu'un estime être investi du pouvoir d'obliger l'autre à suivre forcément la religion que lui a choisie. Comme il est écrit dans la sourate 109, al-kâfirûn "lakumdeenukumwaliyadeen", autrement dit, à vous votre religion, à moi ma religion.

Moussa Douka

Boutique Oustaz Moustapha Rhissa

Située à la devanture de la Mosquée de vendredi du Petit Marché de Niamey, à l'entrée de l'ONEP, de la NIN et de l'IRSH, la Boutique Oustaz Moustapha Rhissa est à la fois un lieu de vente des livres coraniques et des produits en provenance de l'Arabie Saoudite.

Chez Oustaz Moustapha Rhissa, vous trouverez, toutes sortes de livres coraniques, des cassettes de prêches, des CD, des clés USB et des cartes-mémoires.

Oustaz Moustapha Rhissa vend aussi de l'eau et du savon Zamzam ; de l'huile, de la pommade et des feuilles Zeitoun ; de l'huile, de la pommade, du savon, de la crème et de la farine Habbatou-Saouda et du bon miel saoudien, burkinabé, béninois et nigérien.

Contacts : 90.03.15.67 / 94.73.79.03



Quand le Niger se fait gruger dans la gestion de son propre pétrole...

Les Nigériens ont été abasourdis après l'entretien accordé par le Ministre du pétrole, Dr Sahabi Oumarou, à la télévision nationale "Télé Sahel" dans le cadre des interviews-bilans des membres du gouvernement. Au regard des informations fournies par ce ministre, le Niger est tout simplement grugé dans la gestion de son pétrole.



Selon le Ministre du pétrole, le Niger n'a que 15% des parts dans son pétrole qui est exploité depuis 2012. Les 85% restants sont détenus par des actionnaires étrangers, dont la société chinoise CNPC, l'actionnaire majoritaire. Tout a certainement été verrouillé dès la phase de la signature du contrat car, selon Dr Sahabi Oumarou "c'est au stade du contrat, quand on négocie, que chaque partie doit être armée et vigilante pour défendre ses intérêts". Mais ce n'est pas à ce niveau seulement que le Niger semble avoir perdu le contrôle de la gestion de son pétrole. Ainsi, on apprend avec le Ministre du pétrole que pendant plus de dix ans "toutes les données comptables, financières et les logiciels sont en chinois et pilotés depuis la Chine", alors même que dans le contrat "c'est écrit qu'on devrait normalement traduire ces documents en français". Il y a donc

eu un manque de suivi au niveau de la partie nigérienne car, selon toujours le Ministre, "le second enjeu c'est le suivi, puisque, quelle que soit la qualité du contrat, le contenu de la loi, si vous n'avez pas des cadres, des agents engagés, compétents, tout serait perdu". Ce manque de suivi est sans doute à l'origine d'autres préjudices dont le Niger est victime, à l'image de "beaucoup de dépenses artificielles et des surfacturations" qui, selon Dr Sahabi Oumarou "impactent négativement" sur la quote-part du Niger dans ce que le pétrole rapporte.

Et cette autre révélation du Ministre qui fait froid au dos : "Pour les prestations de service, c'est vrai que c'est là qu'on a péché, puisque selon le rapport d'audit, c'est plus de 85% des marchés qui sont captés par les Chinois". La situation salariale des employés nigériens des

sociétés intervenant dans l'exploitation et le raffinage du pétrole est tout aussi révoltante quand on apprend avec le Ministre que le salaire moyen d'un expatrié vaut 7 à 8 fois celui d'un nigérien. Et aussi curieux que cela puisse paraître, en plus de leur salaire élevé, les travailleurs étrangers sont nourris par l'Etat du Niger, alors que les frais de leur restauration sont calculés sur leurs salaires. La question que les Nigériens se posent, depuis ces révélations fracassantes du Ministre du pétrole, est celle de savoir qui a pris sur lui la lourde responsabilité historique d'engager leur pays dans un contrat d'un tel déséquilibre dans la gestion de son propre pétrole ? Le régime de Feu Tandja Mamadou, qui a bravé mille et un obstacles pour permettre au Niger d'exploiter son pétrole, malgré la forte opposition de certaines puissances occidentales, n'allait jamais engager le Niger dans un tel marché des dupes. C'est certainement à partir de la chute de ce régime, suite au coup d'Etat du 18 février 2010, que le plus que contrat léonin a été signé. Des hommes et des femmes, à qui le Niger a placé toute sa confiance pour défendre ses intérêts, ont certainement trahi cette confiance. S'ils l'ont fait de bonne foi, en ne maîtrisant peut-être pas certains paramètres des questions du pétrole, le pays peut leur pardonner cette ignorance. Mais s'ils l'ont fait de manière consciente, en mettant leurs propres intérêts en avant, ils auront trahi la confiance de plus de 26 millions de personnes et en paieront les préjudices causés dans ce bas-monde ou à l'au-delà. Personne ne doit s'en prendre aux Chinois d'avoir utilisé leurs connaissances pour défendre au mieux les intérêts de leur pays. En diplomatie comme en business, il n'y a ni amitié, ni camaraderie, mais simplement des intérêts à défendre. Et dans cette affaire de gestion du pétrole nigérien, eux les Chinois ont bien défendu les leurs !

Moussa Douka

Décès de l'ancien ministre Alma Oumarou

Une autre figure de la politique nigérienne tombe

Le vendredi dernier, l'ancien ministre et homme politique Alma Oumarou a tiré sa révérence. Il est décédé à Niamey, avant d'être inhumé samedi dans sa ville natale de Kantché, située dans la région de Zinder. Ministre des transports jusqu'au coup d'Etat du 26 juillet 2023, Feu Alma Oumarou a occupé d'autres postes ministériels avant, dont celui du commerce. Militant de première heure de l'ancien parti unique Mouvement national pour la société de développement (MNSD-NASSARA), il fut membre fondateur du Mouvement patriotique pour la République (MPR-Jamahoriya) avec AlbadéAbouba, avant de créer son propre parti, le Rassemblement pour la Paix et le Progrès (RPP-Farilla). Alma Oumarou est la troisième importante figure politique nigérienne à avoir quitté ce monde en l'espace de quelques mois. Il y a eu le décès, le 23 octobre dernier de l'ancien Premier ministre et acteur politique

Hama Amadou, président du parti Mouvement démocratique nigérien pour une fédération africaine (MODENFA / L U M A N A AFRICA). Il y a eu ensuite celui, survenu le 24 décembre dernier, de Mounkaïla Issa, président du parti Rassemblement Nigérien pour la Démocratie et la Paix (RNDP-AneimaBanizoumbou). Pendant ce temps, les autres acteurs en vie piaffent d'impatience que les jeux politiques soient ouverts.

La Rédaction



LA GRIFFE

Hebdomadaire Satirique

Nigérien

Siège : Niamey,

Nouveau Marché

Tél. : 96. 98.05.40 / 90.48.91.13/ 90.75.99.57

Email: lagriffeniger@yahoo.fr

Site : www.nigerdiaspora.net

Directeur de Publication

Salifou Hachimou

Cel. : 90.75.99.57 / 98.93.50.48

E-mail : hachimou.salif@yahoo.fr

Conseiller à la Rédaction

Moussa Douka

Tél. : 96. 98.05.40 / 90.48.91.13

E-mail : moussa.douka@yahoo.fr

Composition & Conception

La Griffe

Tirage :

1000 exemplaires sur les presses de l'Ets MB

Travaux d'Impression et Services (TIS)

Rencontre des acteurs de l'enseignement supérieur des pays de l'AES :

Réfléchir sur les conditions de travailleurs des enseignants et chercheurs

Les acteurs de l'enseignement supérieur des pays de la Confédération des Etats du Sahel (AES), à savoir le Mali, le Burkina Faso et le Niger, s'apprêtent à organiser une rencontre de haut niveau.

Cette rencontre des acteurs de l'enseignement supérieur va permettre de passer en revue les forces et les faiblesses de la recherche scientifique et proposer des pistes de solutions pour aider les enseignants et chercheurs de l'espace AES à jouer pleinement leur partition dans la construction des Etats.

C'est en prélude à cette rencontre que les membres des groupes thématiques, devant représenter le Niger, ont été désignés à travers un arrêté signé par le Ministre de l'en-

seignement Supérieur de la recherche et de l'innovation Technologique. Pour l'heure, ni la date, ni le lieu de la rencontre n'ont été dévoilés. Mais la capitale malienne Bamako, siège de la Confédération de l'AES, peut bien servir de cadre à cette importante rencontre, comme ce fut le cas de beaucoup d'autres rencontres regroupant les pays de cette organisation dans les autres domaines.

Au Niger, ce sont six groupes thématiques qui ont été mis en place sous la coordination de Dr Karimou Harouna, Recteur de l'Université Boubakar Bâ de Tillabéri. Le premier groupe de travail porte sur les pôles d'excellence en sciences humaines et sociales.

Le second, quant à lui, travaillera sur les savoirs endogènes, enseignement supérieur et recherche, tandis que le troisième est axé sur les pôles d'excellence en sciences et technologies.

Quant aux quatrième, cinquième et sixième groupes, ils travailleront sur l'état des lieux de l'offre d'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation et sur l'état des lieux de la recherche. Les nouveaux membres des comités ont été reçus en audience, jeudi dernier, par le ministre de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation Technologique, Professeur MAMADOU Saïdou, en présence du Secrétaire Général du ministère, Professeur Moussa Hamidou TALIBI. **Salifou Hachimou**

Une vue d'un citoyen : la SONIDEP, des choses à comprendre

De la Subvention du gaz domestique

Depuis des décennies, l'État nigérien a instauré une politique de subvention pour promouvoir l'utilisation du gaz domestique, visant à protéger l'environnement et à lutter contre la désertification. Cependant, les fonds alloués appelés communément "fonds de l'énergie" représentant 2% du prix du litre à la pompe, sont insuffisants pour compenser le différentiel entre le coût d'achat du gaz par la Société Nigérienne des Produits Pétroliers (SONIDEP) et le prix de vente aux marqueteurs. Par exemple, une bouteille de 12 kg, achetée à l'époque par la SONIDEP à plus de 10 000 FCFA (j'ai beaucoup sous-estimé le coût), est revendue aux centres emplisseurs à 1 600 FCFA, pour être finalement proposée aux consommateurs à 3 750 FCFA, bien qu'elle est vendue illégalement à 5000 FCFA sous les regards impuissants des consommateurs. Cette situation a engendré des pertes financières significatives pour la SONIDEP, compromettant sa capacité à payer ses fournisseurs et à générer des profits pour son développement jusqu'en 2021.

De l'augmentation des frais de cession depuis 2015 : Une autre saignée fatale

En 2015, sous la pression des partenaires chinois, une augmentation des frais de cession a été consentie pour éviter que la raffinerie ne s'écroule, selon eux. Cependant, cette hausse n'a pas été répercutée sur le prix à la pompe, obligeant la SONIDEP à absorber ces coûts supplémentaires. Pendant près de trois ans, la société a vendu à perte, malgré des alertes répétées restées sans réponse. Cette situation a affaibli financièrement la SONIDEP, tandis que l'opinion publique, mal informée, critiquait l'entreprise nationale au profit des intérêts chinois (d'où l'histoire de certains prêts que réclament les chinois de la SORAZ).

De l'approvisionnement de l'armée :

une autre saignée

Malgré des budgets alloués, l'armée a continué durant des années à s'approvisionner en carburant auprès de la SONIDEP sans effectuer des paiements. Les responsables, craignant d'être perçus comme opposés à l'effort de guerre, n'ont pas osé dénoncer cette situation, aggravant ainsi les difficultés financières de la société. Conséquence, beaucoup d'impayés de l'Etat durant plusieurs années

De l'exonération fiscale

Les exonérations accordées à de grands opérateurs économiques entraînent des pertes de milliards de FCFA chaque année pour la SONIDEP. Ces avantages fiscaux réduisent les recettes de l'entreprise, limitant sa capacité d'investissement et de développement. Les exonérations ont été arrêtées juste avant le 26 juillet mais déjà des milliards étaient partis en fumée avec ce contournement.

Des découvertes (impayés)

Ce sont plusieurs dizaines de milliards de crédit des produits consommés par des opérateurs nigériens, des nigériens, des maliens et même des burkinabés qui sont en souffrance. La SONIDEP doit être mise dans ses droits, le contexte de la conquête de notre souveraineté doit exiger le paiement de ces découvertes. Ces opérateurs ont tous reçu des facilités des autorités politiques et là aussi le dirigeant qui refusait ce prêt à l'époque peut provoquer des colères fatales aux conséquences désastreuses.

De la situation actuelle causée par l'insuffisance de l'offre couplée aux défis logistiques pour l'importation

La situation actuelle rend encore la SONIDEP plus pitoyable. Elle ne peut pas dire ce qu'elle vit. Tout est compliqué. Car le problème tire sa source de la création de la Société de raffinage de Zinder (SoRaZ) puisque les cadres ont

estimé une production suffisante de 20 000 barils/jour à l'épreuve des faits, mais ça ne suffit plus aujourd'hui. Il faut chercher l'écart ailleurs. La réponse est de se tourner vers l'importation, or ici aussi le contexte est difficile : la route du Bénin fermée stratégiquement dans la quête de la souveraineté, beaucoup de tracasseries au Nigeria, l'axe Lomé-Burkina présente ses lots de difficultés que je me réserve d'établir par stratégie. Mais au lieu de voir le problème, on charge simplement, comme d'habitude, la SONIDEP au moment où ses agents attendent nuitamment des citernes venant à compte-goutte pour les dépoter afin de permettre aux équipes du lendemain de trouver de quoi livrer aux stations en attente. Les responsables de leur côté multiplient les recherches partout pour avoir des solutions pour livrer ce qu'ils ont trouvé à peine, de fois même sur le marché noir et vendre aux consommateurs nigériens, le plus souvent à perte. Devant cette situation, il y a des consommateurs objectifs comme subjectifs. Il faut juste les lire et où les entendre parler. A ce niveau je pose 2 petites questions : Y a-t-il un mécanisme technique pour augmenter la production de la SORAZ à 40000 barils/jour, en élargissant la capacité de l'usine? Y aurait-il une manière de réduire drastiquement la production du Gazoil au profit du Super? Enfin, vivement la raffinerie de Dosso, beaucoup plus ambitieuse sincèrement !!!!

Bio Abdourahmane



Visite de travail du président John Dramani Mahama à Niamey

Rétablir la confiance entre la CEDEAO et l'AES

Le président ghanéen John Dramani Mahama est arrivé hier dimanche 9 mars 2025 à Niamey dans le but de convaincre ses homologues de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) de réintégrer la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). C'est à 12 heures précises que l'avion qui le transportait a atterri à l'Aéroport international Diori Hamani de Niamey. A sa descente de l'avion, John Dramani Mahama a été fraternellement accueilli par le Général de Brigade Abdourahamane Tiani, président du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP), Chef de l'Etat. Après l'exécution des hymnes nationaux des deux pays frères et amis de longues dates, les deux Chefs d'Etat ont passé en revue les troupes avec un sourire rayonnant qui interpelle les uns et les autres à l'unisson. Ils ont par la suite procédé aux salutations des différents membres du corps diplomatique et consulaire présents à l'accueil, mais également de la communauté ghanéenne vivant en symbiose au Niger depuis des années. Ainsi, après un entretien de courte durée au salon d'honneur de l'Aéroport international Diori Hamani, les deux Chefs d'Etat se sont rendus au Palais de la présidence de la République pour l'exécution du programme de cette première visite depuis l'arrivée au



pouvoir de John Dramani Mahama. Hors micros et caméras, le Général de Brigade Abdourahamane Tiani et John Dramani Mahama ont eu un tête-à-tête autour des sujets portant sur la coopération économique et sécuritaire, le retrait de la CEDEAO des pays de la Confédération des Etats

du Sahel (AES) que sont le Mali, Burkina Faso et le Niger, mais également, le renforcement des relations bilatérales. La séance de travail devait par la suite être élargie aux délégations des deux parties, et sera sans doute sanctionnée par un communiqué final.

Salifou Hachimou

Faute de financements

Le Programme alimentaire mondial pourra suspendre son aide alimentaire et nutritionnel au Sahel, dès le mois d'avril prochain

Le Programme alimentaire mondial (PAM) pourra, dès le mois d'avril prochain, suspendre son aide alimentaire et nutritionnel aux populations vulnérables du Sahel, ont rapporté plusieurs médias internationaux citant des responsables de cette agence des Nations Unies. Le PAM est confronté à un sérieux problème de financements qui ne lui permet pas de poursuivre ses interventions. Selon de nombreux observateurs, cette situation peut avoir un lien avec la décision du nouveau président américain Donald Trump de suspendre le financement des programmes de l'Agence américaine pour le développement international (USAID).

Le PAM estime à environ deux millions de personnes qui seront directement impactées par la suspension de son aide. Il s'agit notamment des réfugiés soudanais installés au Tchad, des réfugiés maliens en Mauritanie et des familles vulnérables dans plusieurs pays ouest-africains. Du fait de plusieurs facteurs, dont l'insécurité et les changements climatiques, la région du Sahel est confrontée, depuis une décennie, à des besoins croissants. Les acteurs humanitaires déplorent le fait que les financements n'ont pas suivi l'évolution croissante de ces besoins. En 2024, par exemple, le Programme alimentaire mondial, pendant la période de soudure avait prévu de venir en

aide à un peu plus de 11 millions de personnes dans la région du Sahel mais, faute de financement, il s'est vu obligé de réduire son assistance pour se focaliser sur 7 millions de per-

sonnes.

Les besoins actuels du PAM, pour la poursuite de son assistance humanitaire, sont estimés à 620 millions de dollars. **Salifou Hachimou**

Bientôt un nouveau complexe charbonnier de 5200 mégawatts au Niger

Le gouvernement nigérien envisage de créer un nouveau complexe charbonnier de 5200 mégawatts dans la région de Tahoua plus précisément à Sakadalma. Ce projet d'espoir pour tout un peuple, vise principalement à renforcer davantage les capacités énergétiques de notre pays. Pour ce faire, il est prévu la construction d'une centrale thermique de 5200 mégawatts, la construction et l'installation des lignes de transmission de l'énergie, la construction d'une mine à ciel ouvert et d'une usine de briquettes de charbon dont la production annuelle est fixée à 100.000 tonnes. Toutes ces réalisations vont occasionner la création d'environ 3200 emplois directs et indirects. Le lancement de l'étude du projet

a eu lieu le samedi 8 mars 2025, faisant suite à la signature, il y a quelques mois, d'un mémorandum d'entente entre le ministère de l'énergie et la société WondaJineii. Cette société prend en charge les frais des différentes études, technique, sociale, environnementale, financière et autres. Elle sera accompagnée par d'autres acteurs notamment ceux de la Nigérienne d'électricité (Nigelec), la Compagnie des mines et de l'énergie du Niger, l'AMPIPS et les ministères des Mines et de l'Environnement. La construction du nouveau complexe charbonnier s'inscrit dans la droite ligne du combat que mènent les autorités du CNSP pour une souveraineté énergétique du Niger.

Salifou Hachimou

Clash Trump-Zelensky

Les conséquences immédiates décrites par l'analyste Oleg Nesterenko



La suspension de l'aide militaire pour l'Ukraine

Le lundi, 3 mars, Donald Trump a ordonné une "pause" dans l'aide militaire des Etats-Unis d'Amérique à l'Ukraine. Non seulement les nouvelles aides à venir sont stoppées, mais également celles déjà approuvées par l'ancienne administration de Joe Biden et pas encore livrées font également l'objet du gel par la Maison Blanche.

La suspension est immédiate et effective : les trains entiers de l'aide militaire américaine sont bloqués sur la frontière ukraino-polonaise et ne poursuivront pas leur acheminement vers le destinataire.

Depuis la réunion du 28 février dernier à la Maison-Blanche entre le président américain Donald Trump et son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky, accompagnés de leurs équipes respectives, beaucoup d'informations circulent dans les mass médias sur le sujet qui a surpris, voir choqué plus d'un.

Néanmoins, avec le fossé de la rupture des relations bilatérales américano-ukrainiennes qui s'est concrétisé le 3 mars dernier, étant saturées par la composante émotionnelle, la majeure partie des informations sur le sujet ne reflètent que très vaguement les réelles conséquences concrètes qui auront dorénavant lieu sur l'Ukraine.

Le scandale

Aujourd'hui, Kiev est confronté à des conséquences du scandale diplomatique qui a eu lieu à la maison Blanche incomparablement plus graves que celles qui l'attendaient après la signature prévue du contrat de servitude au niveau des gisements de matières premières stratégiques et des infrastructures critiques de l'Ukraine pour la couverture des dettes réclamées par le maître du bureau ovale.

Sans aucun doute, le dirigeant ukrainien Volodymyr Zelensky porte la responsabilité personnelle de l'incident.

Si Trump pouvait aisément se permettre le comportement qu'il a eu lors de la rencontre, étant à la tête du pays-principal allié et sponsor de l'Ukraine dans le conflit militaire contre la Russie et en position de force incomparable - Zelensky, en ce qui le concerne, n'avait pas le moindre droit moral de mettre en avant son petit caractère, encore moins de riposter avec de la violence et avec un grave manque de respect jamais vu dans le ca-

dre du protocole de la diplomatie publique vis-à-vis de ses interlocuteurs : derrière lui, toute une nation est sous la dépendance directe et dans le besoin vital d'aide étrangère, une population fatiguée de la guerre. Les forces armées ukrainiennes manquent cruellement d'armes, de munitions et de personnel combattant. Le front est au bord de l'effondrement, des centaines et parfois des milliers d'ukrainiens continuent à mourir chaque jour.

De nombreux politiciens américains ont qualifié le comportement du président ukrainien de honteux et ont préconisé la cessation de toutes relations avec ce dernier. Les plus grands partisans de Trump ont appelé Zelensky à démissionner. Cela a notamment été déclaré par le président de la Chambre des représentants, Michael Johnson, ainsi que par le conseiller à la sécurité nationale, Mike Waltz.

Personne n'a enlevé la responsabilité personnelle de Zelensky pour la tragédie que l'Ukraine est en train de vivre et il ne devrait, certainement pas, oublier sa vraie place face au véritable maître du futur de son pays.

Maintenant que les négociations de paix ont échoué et que les Etats-Unis arrêtent leurs livraisons d'armements et munitions, l'Ukraine ne peut que s'attendre à de nouvelles pertes insensées à l'échelle encore plus importante qu'auparavant. Et quelques pertes que cela soit, tôt ou tard, l'Ukraine se retrouvera d'une manière inévitable dans une situation où elle sera obligée de s'asseoir à la table des négociations.

Vu la force et la pression croissante en discontinu de l'armée Russe sur les champs de bataille, chaque jour de résistance ne fait qu'aggraver la position de Kiev déjà précaire dans le cadre des futures négociations. Selon les prévisions des analystes militaires, sans l'aide financière américaine et la fourniture d'armes, l'Ukraine peut encore tenir six mois. Et ensuite ?

L'Ukraine était-elle prête pour la cessation de l'aide militaire américaine ?

Depuis le début de la guerre, les États-Unis ont été, de très loin, le principal allié de l'Ukraine. Aujourd'hui, le président américain Donald Trump a estimé l'aide fournie à hauteur de 350 milliards de dollars. Parmi les armes fournies par les États-Unis, il existe plusieurs éléments de l'importance stratégique que les forces armées ukrainiennes ne seront pas en mesure de substituer. En Europe, soit ils ne sont pas du tout produits, soit produits en quantité négligeable.

Les États-Unis d'Amérique changent radicalement leur vecteur en matière de géopolitique. Trump a mis à exécution sa détermination à cesser de soutenir l'Ukraine et, dans le même temps, la pression des sanctions sur la Russie par les Américains pourrait commencer à s'affaiblir, ce qui est déjà en train d'être discuté dans le cercle du haut pouvoir américain.

De son côté, le Kremlin a certainement proposé au président américain toute une série d'accords stratégiques, dont celui rendu public sur l'extraction en commun des métaux des terres rares. En conséquence, la probabilité est très haute que les ennemis d'hier aient beaucoup en commun demain en matière d'économie et de sécurité globale, ce à quoi Trump aspire grandement.

Dans une négociation B to B, le facteur-clé de la réussite est celui de l'interdépendance des parties en face. Les Russes ont su poser dans leur offre de bons accents sur les éléments dans les-

quels le partenariat russo-américain ne peut qu'être mutuellement très bénéfique. Et dans cette nouvelle formule la confrontation russo-américaine sur le sol ukrainien n'a pas lieu d'être.

Depuis le début de la guerre, les États-Unis ont été, de très loin, le principal allié de l'Ukraine. Aujourd'hui, le président américain Donald Trump a estimé l'aide fournie à hauteur de 350 milliards de dollars.

Ainsi, la cessation de l'aide militaire américaine à l'Ukraine est, tout simplement, fatale vis-à-vis des capacités à combattre de l'armée ukrainienne.

Le système satellite Starlink

En cas de suppression par les Américains du système satellite Starlink pour l'Ukraine qui est également en train d'être mis en place, les militaires ukrainiens perdront leur principale source d'information et d'échange directement sur le champ de bataille.

Sans échange immédiat d'informations sur le champ de bataille, les soldats seront désormais privés de reconnaissance et de ciblage de qualité. Dans ce cas, la qualité opérationnelle de l'artillerie ukrainienne se verra reculer à des décennies en arrière. En conséquence directe, cela entraînera une augmentation considérable de la consommation de munitions, qui font déjà grand défaut, et, en outre, le matériel militaire ukrainien sera détruit par les forces armées russes à une cadence encore plus soutenue qu'aujourd'hui.

En outre, l'Ukraine perdra la possibilité d'utiliser des drones à longue portée grandement utilisés en ce moment, des drones agricoles à l'origine "Baba-Yaga" qui ont une importante capacité de charge utile et un fonctionnement autonome, ils dépendent directement de la navigation satellitaire.

Pour les Ukrainiens, il n'y a aucune alternative au système Starlink. A l'avenir, il peut, potentiellement, être remplacé par le système européen de navigation global par satellite Galileo, mais ceci est impossible à court terme. Par ailleurs, comment le système Galileo se comportera dans les conditions de combat et combien de temps prendra son déploiement et son adaptation, cela reste une inconnue.

Le système de défense aérienne Patriot

Le système de défense aérienne américain Patriot est l'un des meilleurs au monde, même s'il est moins performant que le système russe ZRS S-400 "Triumph". À l'heure actuelle, il est connu que 6 de ces batteries Patriot protègent les grandes villes ukrainiennes des missiles russes les plus dangereux. Les munitions pour de tels systèmes de défense aérienne ne sont fabriquées qu'aux États-Unis et avec la cessation de livraisons, les forces armées ukrainiennes seront rapidement confrontées à une pénurie de missiles et devront choisir les sites à protéger et ceux à laisser sans défense, comme le note, à juste titre, le Wall Street Journal.

Ainsi, les pays européens devront allouer des fonds supplémentaires et équiper l'Ukraine de systèmes entièrement européens, tels que le franco-italien SAMP/T. Cela étant, à partir du moment de la prise de décision et la signature du contrat, il faut attendre non pas quelques semaines, mais plusieurs années avant le début de la première livraison de missiles. Le consortium européen a promis de réduire le délai à 18 mois, mais ce dernier reste extrêmement long et ne couvre certainement pas la période avant la fin du conflit armé sur le sol ukrainien.

MLR et missiles

Avec la cessation de l'aide militaire américaine, l'armée ukrainienne perd également les missiles guidés pour les lance-roquettes mobiles MLRS à chenilles et les HIMARS à roues. Les États-Unis ont fourni à l'Ukraine deux types de munitions : GMLRS avec la portée allant à 90km et ATACMS avec la portée allant à 300km.

La grande précision et la puissance de l'ogive de la fusée sont complétées par la vitesse de déploiement : le lanceur à roues HIMARS ou le MLRS à chenilles permettent de frapper peu de temps après avoir reçu des informations de reconnaissance.

Le problème est que les GMLRS, contrairement aux obus classiques, ne sont fabriqués qu'aux États-Unis dans les usines de Lockheed Martin. En outre, la grande efficacité démontrée par ces missiles en Ukraine a augmenté la demande du produit sur le marché mondial de l'armement et l'Ukraine avait beaucoup de concurrents pour les acquérir, avant même l'arrêt des livraisons daté de ce 3 mars. Et il n'y a rien pour remplacer ces missiles. Ni quantitativement ni qualitativement, comme l'écrit la BBC.

En ce qui concerne les missiles de croisière européens SCALP/Storm Shadow lancés à partir d'avions, ils ne suffisent guère à remplacer les ATACMS américains.

Il faut comprendre qu'une fois sans artillerie de longue portée et de haute précision et sans les missiles de croisière, les forces armées ukrainiennes ne pourront plus frapper les dépôts d'armes, les dépôts pétroliers, les raffineries, les postes de commandement, les aérodromes et les polygones russes. Les frappes sur ces installations n'ont jamais été critiques, mais ont perturbé quand même la logistique et l'approvisionnement de l'armée Russe. Une fois la livraison de ces missiles à l'Ukraine arrêtée, l'armée russe augmentera son potentiel d'attaque et avancera d'une manière encore plus soutenue.

La grave pénurie d'obus

Dès le début de la guerre et surtout depuis les derniers mois, l'armée ukrainienne connaît une importante pénurie d'obus d'artillerie. Le rapport des tirs dans la zone d'affrontement a atteint par endroits 1 à 10 en défaveur de l'Ukraine.

La Russie et ses alliés produisent environ 3 millions de munitions par an et à un prix incomparablement moins élevé qu'en Occident. De leur côté, "les États-Unis et l'Europe n'ont la capacité de produire qu'environ 1,2 million de munitions par an", comme l'indique la CNN.

Un tel rapport de capacité de production est nettement en défaveur des alliés de Kiev et avec l'abandon de la participation par Washington dans l'effort de guerre du côté ukrainien, la situation de ce dernier devient tout à fait catastrophique.

Le principal problème du Vieux continent est dans l'absence quasi totale de capacité de défense. Depuis la guerre froide, l'Europe a vécu sous la protection militaire des États-Unis et les mesures prises par l'Union européenne pour accroître sa puissance militaire n'ont pas encore eu d'effet et n'en auront, certainement pas, ni dans le temps couvrant le conflit armé sur le territoire de l'Ukraine, ni dans les années à venir.

Les renseignements

Aujourd'hui, les dirigeants américains ont arrêté les livraisons d'armes et de munitions. Si l'arrêt de l'aide militaire des États-Unis influe également la fourniture des renseignements militaires aux forces armées ukrainiennes, ces dernières deviendraient pratiquement aveugles dans leurs actions sur le terrain des opérations.

Le général de l'armée et ancien chef du service

de renseignement extérieur de l'Ukraine, Mikola Malomuz, a déclaré à la chaîne ukrainienne "Channel 24" quelles conséquences pourraient entraîner la cessation de l'échange de renseignements entre Washington et Kiev.

Selon lui, l'arrêt du transfert des données des renseignements spatiaux, techniques et du réseau d'agents de renseignement sera une immense perte pour l'Ukraine, car les renseignements américains sont beaucoup plus avantageux que ceux même des grands pays européens.

L'insuffisance des aides des alliés européens

Après le désastre de la conférence de presse dans le bureau ovale, l'Ukraine et ses alliés tentent frénétiquement de mettre en place le remplacement d'urgence des armes clés de la production américaine en service dans le pays en guerre, y compris les missiles de défense aérienne.

Hormis les missiles de défense aérienne, Kiev peut obtenir pratiquement tous les autres types d'armes de ses partenaires européens. Néanmoins, les volumes de livraisons ne pourront plus

être comparables à ceux d'aparavant, déjà très insuffisants, ce qui sera lourd de conséquences sur les champs de bataille.

Aujourd'hui, la société ukrainienne est dominée par des sentiments de panique en raison de l'inévitabilité de la défaite militaire à venir. Le rejet de l'accord de paix et la rupture des relations avec les États-Unis mettent le pays directement au bord de l'effondrement. Et ce n'est guère la propagande ukraino-européenne grossièrement mensongère sur la cote très élevée de Zelensky auprès de sa population qui pourra avoir le moindre impact sur la fin qui approche à grand pas.

Si Volodimir Zelensky et son proche entourage peuvent compter sur un avenir personnel très confortable entre Londres, Paris, Courchevel et la Côte d'Azur, la population ukrainienne, quant à elle, attend de tristes perspectives. D'une manière imminente, dans la décennie à venir, la société ukrainienne profondément divisée et déchirée par les événements des onze dernières années sera condamnée à vivre sur les ruines économiques, sociales et culturelles du pays rongé par la misère./

Le premier ministre italien s'en prend violemment à Emmanuel Macron

"A Paris, il y a un fou"

Il est indéniable qu'Emmanuel Macron voit de plus en plus sa cote de popularité frémir. Et ce, pas seulement en France, mais en Europe et à travers les autres continents, notamment en Afrique où il a presque perdu le terrain en faveur de la Russie, son principal adversaire du moment.

Matteo Salvini s'en prend à Emmanuel Macron et sa défense européenne. Sur une ligne proche de la Russie et opposé à celle d'Emmanuel Macron sur le soutien à l'Ukraine, Matteo Salvini n'a pas retenu ses coups contre le président français.

Des insultes devenues habituelles dans la bouche du numéro 2 du gouvernement italien. Lors d'une nouvelle sortie outrancière, le vice-président du Conseil des ministres d'Italie Matteo Salvini s'est payé Emmanuel Macron, en première ligne ces derniers jours, au nom de l'Europe, pour assurer le soutien à Kiev au milieu des bouleversements entraînés par le retour de Donald Trump sur la scène internationale. Dans son allocution, Emmanuel Macron prend les Français à témoin sur la gravité de la menace.

En déplacement à Milan le vendredi 7 mars, le dirigeant italien d'extrême-droite s'est montré très critique envers l'action du président français, qu'il accuse de pousser l'Europe à la guerre avec la Russie. Notamment après son allocution de mercredi très hostile vis-à-vis de la Russie et ses récentes joutes verbales à distance avec le président russe.

"Zelensky demande la paix, Trump œuvre pour la paix, Poutine veut la paix" tandis qu'"à Bruxelles et Paris, il y a un fou", a-t-il dit, selon ses propos rapportés par l'agence de presse Ansa. Il faut dire que Matteo Salvini ne rate jamais une occasion de s'en prendre à Emmanuel Macron. Alors que le bras droit de Giorgia Meloni s'emploie depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 à freiner sans relâche l'aide militaire italienne pour Kiev. Tout en tentant de faire oublier la proximité passée de sa formation politique (La Ligue) avec celle de Vladimir Poutine, Russie unie.

En Italie, le plan de la Commission européenne pour "réarmer l'Europe", en partie porté par Emmanuel Macron, divise profondément la majorité ultraconservatrice au pouvoir en Italie, la droite atlantiste de Giorgia Meloni y étant plutôt favorable tandis que l'extrême droite souverainiste s'y oppose. Membre du deuxième courant, Matteo Salvini a affirmé le 7 mars que si l'Italie "veut investir dans sa sécurité nationale", elle n'acceptera "jamais une armée européenne commandée par ce fou de Macron qui parle de guerre nucléaire".

Besoin d'exister

Emmanuel Macron a évoqué ces derniers jours la possibilité de faire bénéficier l'Europe du parapluie nucléaire français. Précisant jeudi se donner jusqu'à "la fin du semestre" pour voir "s'il y a des coopérations nouvelles qui peuvent voir le jour", au sein de l'Union européenne sur ce sujet. Mais pour Matteo Salvini, le chef d'État français "a un besoin désespéré de donner un sens" aux derniers temps de son second et dernier mandat présidentiel. "Mais qu'il ne le fasse pas à nos dépens ni à ceux de nos enfants", a-t-il lâché.

Des propos qui résonnent avec ceux déjà adressés au président français l'année dernière, quand ce dernier avait évoqué l'envoi de troupes européennes en Ukraine. Matteo Salvini lui avait alors conseillé de "se faire soigner".

Très critique sur ce plan européen destiné à mobiliser près de 800 milliards d'euros pour la défense de l'Europe, dont 50 environ pour l'Italie, Matteo Salvini s'est interrogé sur X : "Est-il dans notre intérêt de dépenser 800 milliards (qui sont à nous) pour acheter des armes, alors que la même UE ne nous permet pas de dépenser peu de milliards (qui sont à nous) pour construire des écoles et des hôpitaux ?". Oubliant ici que Rome avait reçu la part du lion (près de 190 milliards d'euros) dans le cadre du plan de relance européen post-pandémie.

En perte de vitesse dans les sondages, comme le souligne l'AFP, le numéro 2 du gouvernement italien semble surtout vouloir profiter d'une opinion publique peu encline aux dépenses militaires pour rebondir. Il est d'ailleurs soutenu sur ce sujet par le ministre de l'Économie Giancarlo Giorgetti, lui aussi membre de la Ligue. Un parti qui, rappelons-le, siège aux côtés du RN au sein du groupe Identité et démocratie au Parlement européen.

Le vice-premier ministre italien, ici en 2018, s'est encore attaqué à Emmanuel Macron en le traitant de fou pour son attitude sur la scène internationale et vis-à-vis de la Russie.

Maxime Birken

Appel des ONG de protection des droits humains

Le Conseil des droits de l'homme doit enquêter sur les abus commis en RDC

Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies devrait créer un mandat indépendant pour enquêter sur les abus commis par toutes les parties au conflit actuel lors de la session d'urgence sur la crise dans l'Est de la République démocratique du Congo dont les travaux ont débuté le 7 février 2025, ont déclaré Human Rights Watch et d'autres groupes de défense des droits humains. Plus de 77 organisations congolaises, régionales et internationales de défense des droits humains ont publié une lettre conjointe demandant la création d'un tel organe international. La session de l'ONU devrait se concentrer sur le conflit armé entre le groupe armé M23 et l'armée congolaise, qui est soutenue par la Mission de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) au Congo et une coalition de milices abusives connues sous le nom de "Wazalendo" ("patriotes" en swahili). Les récents combats ont donné lieu à des atrocités généralisées contre les civils, notamment des homicides illégaux, du travail forcé, des violences sexuelles et des déplacements forcés. "La crise sécuritaire et humanitaire actuelle est une conséquence de l'impunité dont jouissent les groupes congolais et étrangers responsables de crimes graves commis au Congo depuis les années 1990", a déclaré Stewart Muhindo Kalyamughuma, militant de Lutte pour le changement (LUCHA). "Pour mettre fin à ce cycle de violence et d'impunité, il est crucial que les abus et les violations des droits humains actuellement commis au Congo soient systématiquement documentés afin que la vérité soit connue et que les responsables soient tenus responsables". L'ambassadeur du Congo à Genève a soumis la demande de session d'urgence du Conseil des droits de l'homme le 3 février au nom de 48 pays de toutes les régions. Les combats dans l'Est du Congo se sont intensifiés ces dernières semaines, le M23 et les forces armées rwandaises alliées ayant pris Goma, la capitale de la province du Nord-Kivu, et ayant progressé dans la province du Sud-Kivu. L'ONU a signalé qu'au cours des récents combats, près de 3 000 décès ont été enregistrés à Goma seulement. Les combats ont déplacé un grand nombre de personnes, perturbé l'acheminement de l'aide humanitaire et provoqué des pénuries alimentaires à Goma. Le M23 et l'armée congolaise, ainsi que leurs alliés, ont été impliqués dans de graves exactions contre des civils, notamment des personnes déplacées à l'intérieur du pays, a déclaré Human Rights Watch. Les groupes de défense des droits humains ont souligné la nécessité d'un organe d'enquête indépendant et impartial pour demander des comptes à tous les responsables d'abus graves, quelle que soit leur affiliation. Ils ont souligné que les organes existants n'étaient pas mis en place pour traiter de manière adéquate l'ampleur et la gravité des abus. Le Conseil des droits de l'homme devrait établir un mécanisme qui garantirait une documentation complète des violations, identifierait les responsables et recommanderait des mesures pour empêcher de futures atrocités. Human Rights Watch a déclaré qu'un mécanisme d'enquête indépendant est essentiel pour plusieurs raisons. Premièrement,

il fournirait un compte rendu complet et impartial des violations du droit international des droits humains et du droit humanitaire dans l'Est du Congo, mettant en lumière les abus commis par toutes les parties. Deuxièmement, il servirait de moyen de dissuasion contre de futures violations en signalant que la communauté internationale est déterminée à rendre des comptes. Et troisièmement, cela offrirait une certaine justice aux victimes et aux survivants, en reconnaissant leurs souffrances et en ouvrant la voie à des réparations. L'Union africaine et les communautés économiques régionales africaines ont récemment indiqué que les violations du droit international humanitaire, telles que les attaques contre les civils et les soldats de la paix, constituent des crimes de guerre. La réunion ministérielle d'urgence du Conseil de paix et de sécurité de l'UA a souligné le résultat d'une réunion au sommet de la Communauté de l'Afrique de l'Est, de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, de la Conférence

internationale des Grands Lacs et de la SADC en appelant au respect et à l'adhésion au droit international humanitaire et à la protection des civils, des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des soldats de la paix. L'appel lancé dans la lettre conjointe des organisations de défense des droits humains reflète l'escalade de la crise actuelle et le besoin urgent de responsabilité dans l'Est du Congo, a déclaré Human Rights Watch. "Les pays membres du Conseil des droits de l'homme de l'ONU devraient agir de manière décisive pour créer le mandat indépendant demandé pour l'Est du Congo", a déclaré Allan Ngari, directeur du plaidoyer pour l'Afrique à Human Rights Watch. "La population de l'Est du Congo a enduré d'immenses souffrances pendant de nombreuses années. Il est essentiel de prendre des mesures décisives pour mettre fin aux cycles de violence et d'impunité et promouvoir un avenir fondé sur la justice et le respect des droits de l'homme".

Source : Human Rights Watch

Scandale au Nigeria

Le président du sénat accusé d'harcèlement sexuel par une sénatrice

La sénatrice Natasha Akpoti-Uduaghan a soumis une pétition pour harcèlement sexuel contre le président du Sénat, Godswill Akpabio, devant la chambre haute.

La sénatrice Akpoti-Uduaghan a réitéré dans la pétition les récentes allégations qu'elle avait formulées lors d'une interview télévisée. Akpabio a accepté la pétition déposée contre lui et l'a transmise au comité sur le code de conduite, l'éthique et les pétitions publiques. Il a exhorté à ce qu'elle soit traitée rapidement.

Pendant ce temps, Mohammed Tahir Monguno, whip en chef du Sénat, s'est opposé à la soumission de la pétition, arguant que l'affaire de harcèlement est déjà devant les tribunaux et, par conséquent, ne peut être traitée au Sénat.

Citant l'article 40, règle 7, il a déclaré : "Le Sénat ne doit ni recevoir ni débiter sur une question faisant l'objet d'une action en justice devant un tribunal". "Mon problème avec Akpabio a commencé le 8 décembre 2023. Quand mon mari et moi avons rendu visite à Akwa Ibom pour l'anniversaire du sénateur Akpabio. Akpabio me faisait visiter sa maison et me tenait la main avec mon mari qui suivait derrière nous quand il a dit qu'il voulait que je vienne passer des moments spéciaux dans sa maison.

Mon mari l'a entendu et m'a plus tard dit de ne pas voyager seul à l'étranger ou d'être seul avec le président", avait indiqué la sénatrice Natasha Akpoti-Uduaghan lors d'une interview.

Rejetant l'objection du sénateur Monguno, la sénatrice Akpoti a soutenu que l'affaire en justice était distincte des accusations de harcèlement sexuel. Elle a expliqué : "Cette affaire n'est pas devant les tribunaux. L'affaire en justice concer-

ne une diffamation contre l'assistant spécial du président du Sénat pour les réseaux sociaux, Patrick Mfon, qui m'a accusée de m'habiller de manière indécente au Sénat".

Une autre objection est venue du chef de la majorité au Sénat, Opeyemi Bamidele, qui a qualifié la pétition de "défectueuse". "Nous ne pouvons pas assouplir nos règles. Cette pétition ne tient pas. Elle est en justice. Elle est défectueuse. Il n'y a aucun moyen pour que nous puissions accepter cette pétition".

Un bref chaos s'en est suivi, après quoi la sénatrice Akpoti-Uduaghan a quitté la séance en signe de protestation.

ÉTABLISSEMENTS AMK

Contacts :
+227 96 56 36 26
+227 93 56 36 26

Rue face Ecole mission garçon en allant vers le rond point Liberté, 2^e virage à droite

Abonnement et Livraison de Journaux
Matériel Bureau et Scolaire

The advertisement displays a collection of newspapers including 'Le Sahel', 'L'ÉCLAIR', 'LE COURRIER', 'REPUBLICAIN', 'LE MONDE', and 'LA SOURCE'. Below the newspapers, there is an image of office supplies such as folders, pens, and other stationery items.